



Agence d'Urbanisme de l'Agglomération de Tours

mission

37

Ré

Résonance

Cahier n°3

ENSEIGNEMENT N°2

Une aggravation des précarités

En mai 2020, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération de Tours s'est engagée dans une démarche, Mission Résonance, visant à apprendre collectivement de la crise du coronavirus pour formuler des propositions d'actions adaptées pour l'avenir du territoire.

La première étape de la mission a consisté à écouter les acteurs locaux : citoyens engagés, élus, familles, médecins, directeurs d'Ehpad (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), chefs d'entreprise, représentants des associations, du service public, du monde économique, etc. Plus de 70 entretiens ont ainsi été réalisés en deux mois où il était principalement question du vécu des interviewés de la période de confinement du 17 mars au 11 mai 2020, des agilités et freins révélés ou exacerbés par la crise sanitaire ainsi que des opportunités et risques qui en découlent. La seconde étape consiste à tirer les principaux enseignements de cette phase d'écoute territoriale. Ce document présente la manière dont les interviewés ont ressenti l'augmentation des précarités autour d'eux. Il croise le regard des acteurs de terrain avec des données et expertises locales ou nationales. La troisième étape se concentrera sur la mise en action de quelques problématiques jugées prioritaires à traiter sur le territoire.

ENSEIGNEMENT N°2

Une aggravation des précarités

LE CONSTAT : UNE AGGRAVATION DES PRÉCARITÉS VÉCUES PAR UNE PARTIE DE LA POPULATION

“Étudiants, intérimaires, chômeurs, mais aussi autoentrepreneurs et artisans. Selon les associations caritatives, la crise sanitaire a fait basculer dans la pauvreté un million de Français, qui s'ajoutent ainsi aux 9,3 millions de personnes vivant déjà au-dessous du seuil de pauvreté monétaire.

Le Monde (06/10/20)

Perte ou réduction des moyens de subsistance, conditions de vie précaires ou insuffisantes, solitude, difficulté d'accès aux moyens de communication numériques, fragilités familiales, etc. tous ces facteurs semblent se renforcer mutuellement pour faire passer une partie plus importante de la population d'un contexte d'inégalité à une situation de précarité.

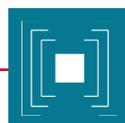
À la sortie du premier confinement, les acteurs interviewés nous ont fait part de leurs préoccupations concernant un certain nombre de fragilités qu'ils constataient autour d'eux. Celles-ci étaient principalement de deux ordres : la fragilité des liens sociaux et l'insuffisance des moyens de subsistance, les deux pouvant s'aggraver l'une, l'autre.



39 interviewés sur 74

ont évoqué d'une manière ou d'une autre les inégalités et les précarités dont ils étaient témoins en particulier lorsqu'ils en avaient le souci de par leur profession ou leur engagement citoyen. Deux représentants d'un service public ou d'une association sur trois nous en ont parlé.

UNE PRÉCARITÉ DES LIENS SOCIAUX



En 2016 :

10 %

des adultes sont isolés : ils ont très peu de contacts avec leur famille, leurs voisins ou des amis

12 %

se sentent seuls

Source : Fondation de France, 2016 – © Observatoire des inégalités.

De nombreux interviewés ont évoqué l'absence ou la fragilité des liens sociaux dont souffrent certains des habitants de notre territoire.

Il y a eu la solitude « ordinaire » des personnes confinées chez elles loin de leur famille, de leurs amis, de leurs collègues(...), loin de la présence de leur réseau relationnel quotidien. Les contacts se réduisent, les projets qui font tenir ensemble sont annulés. L'information circule moins et les informations télévisées sont particulièrement anxiogènes. Des personnes disent n'avoir pas compris tout de suite qu'elles pouvaient sortir une heure par jour et sont restées enfermées chez elles.

“Petit à petit on raie tout [sur l'agenda] cela devient un peu anxiogène.

Une militante associative

Pour certains le confinement a généré une véritable souffrance.

“Le virus tue mais l'extrême solitude tue aussi.

Un membre d'une association caritative

LES PERSONNES ÂGÉES, LES JEUNES ET LES FAMILLES AU RISQUE DE L'ISOLEMENT

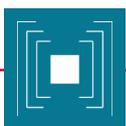
« [Chez les patients] c'est tellement du cas par cas, je n'ai pas vu beaucoup de détresse... si, j'ai vu des personnes âgées seules... j'ai vu des yeux pleins de larmes en regardant des rues vides.

Une infirmière libérale

L'isolement a été très difficile à vivre pour les personnes âgées les plus isolées et les inégalités relationnelles ont été accentuées par le confinement. Ainsi, certaines personnes âgées ont pu garder des liens avec des parents même éloignés grâce aux outils de communication numériques. D'autres, en revanche, se sont retrouvées privées de leurs seuls contacts habituels, voisins, aides à domicile, eux-mêmes confinés.

Si la Covid-19 a entraîné de nombreux décès parmi les personnes âgées, la solitude a, quant à elle, favorisé la mortalité par « glissement », les personnes se sont laissées mourir. C'est ce dont témoigne une association œuvrant auprès des personnes âgées seules et démunies. Parmi ses bénéficiaires, elle indique qu'il y aurait eu, au niveau national, sept décès par « glissement » pour un décès par Covid-19 et en Indre-et-Loire, aucune victime de la Covid-19 mais quatre décès par « glissement ».

Une directrice d'Ehpad de l'agglomération mentionne quant à elle un « risque de repli sur soi ». Dans son établissement, le bilan provisoire au moment de l'entretien montrait qu'un résident sur trois avait connu des pertes de poids significatives et un sur cinq une perte d'autonomie.



© Aurélien Marquot / Petits Frères des Pauvres

Les jeunes sont aussi apparus comme une population fragilisée. La responsable d'un service social auprès des jeunes sans emploi nous a exposé l'isolement dont souffraient certains. Sans avoir d'emploi à leur proposer, il a fallu les rassurer, leur redonner confiance malgré la fragilité des liens téléphoniques (petits forfaits, changements de numéros, etc.).

Du côté des étudiants, la survenue de la crise a été brutale et la fermeture soudaine de l'université et de sa bibliothèque a généré un sentiment d'abandon et d'isolement. Comme le dit un étudiant en médecine « Chacun s'est retrouvé encore plus isolé dans son apprentissage ».

« L'éloignement familial est une fracture en soi, qui renvoie à nos modes de vie et notamment le fait qu'aujourd'hui on ne travaille plus nécessairement là où l'on a grandi. Les familles sont éclatées, et pendant la crise, on en a pris parfaitement conscience.

Le maire d'une commune du nord du département

Préserver le lien est devenu le souci constant des personnes travaillant aux côtés des familles fragiles. La directrice d'une école située dans un quartier social de l'agglomération témoigne à quel point dans son établissement la préoccupation principale était de garder le contact. Même à la fin du confinement « les familles avaient très peur donc elles n'ont pas voulu remettre leurs enfants » à l'école. Paradoxalement avoir ses parents à la maison a pu être une raison d'isolement. Les enfants semblent être plus rapidement retournés en classe lorsque les parents devaient travailler. « Dans les autres milieux (Velpeau, Rabelais etc.), les familles devaient travailler, ici les parents ne travaillent pas ».

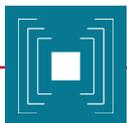
Une personne travaillant à la promotion du droit des femmes a attiré l'attention sur la solitude des femmes victimes de violences conjugales. En effet, certaines prises en charge ont dû être arrêtées (thérapies corporelles, groupes de paroles, etc.). Leur isolement était d'autant plus risqué que toute la famille était confinée dans le logement. « Je pense qu'il y a eu une augmentation des violences réelles car ils vivent tout le temps ensemble », « elle ne peut pas appeler » si ce n'est parfois rapidement pendant une course. Lors des interventions à domicile les femmes ne peuvent pas s'exprimer non plus puisque tous les membres de la famille sont présents.

D'autres situations de précarité ayant été renforcées par la solitude des personnes ont été signalées comme celle des jeunes en errance, celle des personnes isolées en voie de « clochardisation », celle des personnes en difficultés psychiatriques privées de traitement ou de consultations et aussi la fragilité des personnes qui se sont refermées sur elles-mêmes durant cette période. Mais, note d'espoir, de nombreuses personnes « invisibles » ont été identifiées et ont ainsi pu être aidées.

LE NUMÉRIQUE : UN AMPLIFICATEUR DE L'EXCLUSION SOCIALE D'UNE PARTIE DE LA POPULATION

La situation d'isolement physique vécue lors du confinement a mis en exergue l'importance des liens à distance dans presque tous les aspects de notre vie quotidienne : entre les habitants, les membres d'une famille, les amis, entre les entreprises, entre celles-ci et leurs salariés, entre les professeurs et leurs élèves, dans le cadre d'un suivi médical, entre les commerçants et leurs clients, dans les relations avec les services sociaux, etc. Les différences d'accès aux moyens de communication numériques qui pouvaient passer pour des inégalités d'équipements, de ressources, voire des différences culturelles, sont devenues sous la chape du confinement de véritables vulnérabilités.

Presque tout le monde a un accès à internet (9 français sur 10). Mais si l'équipement en smartphone est très répandu dans les familles, l'équipement informatique ne peut pas se limiter à un téléphone même « intelligent ». Bien difficile de travailler ou de suivre ses cours avec un tel outil et ce d'autant plus, comme le dit la directrice d'une école élémentaire d'un quartier HLM, lorsque celui-ci est partagé par cinq à sept enfants en plus des parents. Deux élus ruraux du département ont aussi relevé l'insuffisance de la desserte numérique de leur territoire illustrant ainsi « *Le paradoxe [...] qu'Internet qui était présenté comme un remède à la fracture territoriale creuse en réalité les écarts* » Source : Le Figaro, Elsa Bembaron, UFC Que Choisir, 21 mars 2019



6,8 millions de personnes

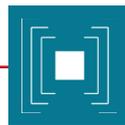
(10,1% de la population) sont privées d'un accès de qualité minimale à Internet, c'est-à-dire plus de 3 Mbits par seconde

12,8 millions de consommateurs

(19,1% de la population) n'ont pas accès à « bon haut débit »

Source : Le Figaro (21/03/2019)

Les interviewés ont mentionné plusieurs impacts de cette insuffisance d'équipement informatique dont en particulier le risque d'exclusion scolaire, l'impossibilité de télétravailler et la difficulté d'accès aux services sociaux.



Parmi les plus de 12 ans :

94 % sont équipés d'un téléphone mobile mais,

20 % possèdent un téléphone mobile sans accès à internet

22 % n'ont pas d'ordinateur à domicile

11 % n'utilisent jamais internet

Source : Crédoc, Données 2018 – © Observatoire des inégalités.

L'exclusion scolaire et des apprentissages a résulté du manque d'équipement de certaines familles et de certains étudiants, voire du manque de réseau. D'après un responsable de l'université 5% des étudiants ne disposaient pas du matériel informatique nécessaire pendant le confinement et se sont trouvés isolés. Plusieurs enseignants ont témoigné de la difficulté à garder le contact avec leurs élèves même si des moyens ont été mis en œuvre pour pallier le manque d'équipement (rendez-vous dans l'établissement ou dans les quartiers, prêt de matériel, distribution de kits pédagogiques, etc.).

Les inégalités numériques ce sont aussi faites sentir dans le monde du travail (cf enseignement sur le travail sans contact – cahier 2 – enseignement 3). Si les télétravailleurs ont pu souffrir de solitude, c'était encore plus vrai pour ceux qui ont dû arrêter de travailler. En effet, parmi les entreprises dont l'activité pouvait être réalisée au moins en partie à distance, certaines ont pu s'organiser pour mettre en place le télétravail alors que d'autres n'étaient pas en capacité de le faire. Du côté des salariés, si la grande majorité a su s'adapter, certains, faute de formation, de matériel suffisant, de qualité de réseau notamment ont dû s'arrêter de travailler ou le faire dans des conditions très dégradées. Tout cela a aussi influé sur la persistance ou non des relations entre collègues de travail.

« Cette crise a également exacerbé la fracture numérique entre des entreprises qui ont massivement investi le web et celles qui ont « disparu » du paysage pendant deux mois faute de savoir-faire, d'intérêt pour ces nouvelles pratiques ou de débit suffisant ou du manque d'équipements.

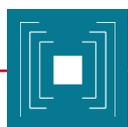
Un représentant du monde économique

Les relations entre les usagers et les services sociaux ont été plus difficiles voire impossibles. Le contact direct est à la base du travail social et de la relation d'aide. Garder le lien avec les publics fragiles a été le souci des travailleurs sociaux sans qu'ils aient nécessairement les moyens pour le faire. C'est ainsi qu'un directeur de service départemental nous disait que l'équipement de ses équipes en smartphones était seulement en cours au début du confinement. Les usagers eux-mêmes n'étaient pas toujours suffisamment équipés. Cependant, nombreux sont ceux qui ont su se débrouiller avec les moyens du bord comme l'utilisation de la fonction photo des smartphones en guise de photocopieur ou de scan.

DEUX PRÉCARITÉS ÉCONOMIQUES MAJEURES : LE LOGEMENT ET L'ALIMENTATION

“ On a vu plus au grand jour la misère de certaines personnes et familles.

Un responsable associatif



Le niveau de vie médian est de :

1 771 € / mois

On est pauvre quand on vit avec moins de :

885 € / mois

On est riche à partir de :

3 542 € / mois

Ces chiffres s'entendent après impôts et prestations sociales pour l'équivalent d'une personne seule.
Source : Insee, données 2018 - © Observatoire des inégalités

D'INÉGALITÉS RÉSIDENIELLES À UNE GRANDE PRÉCARITÉ

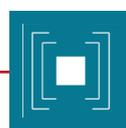
Parmi les acteurs rencontrés, l'appréciation de ses conditions de logement et de celles des autres a été diversifiée. Certains se sont trouvés « chanceux » d'habiter à la campagne, d'avoir un logement confortable et suffisamment adaptable, d'autres se sont trouvés tout simplement bien chez eux. D'autres encore ont souffert de conditions de vie plus difficiles comme une habitante dans un quartier social dont l'immeuble a été squatté. D'autres encore ont porté un regard critique sur les conditions de vie difficiles de certains de leurs contemporains.

“ On a un personnel avec des petits salaires, des petits habitats, avec un côté insupportable à vivre dans deux pièces sans sortir.

Une directrice de grand magasin

Une première difficulté a été celle des personnes qui se sont retrouvées à l'étroit chez elles 24 heures sur 24 dans des logements mal adaptés à la vie familiale et encore plus à une activité professionnelle au domicile. Un responsable de l'université indique par ailleurs que les logements du Crous se sont révélés inappropriés à la vie étudiante notamment en termes de possibilité d'équipement informatique.

Plus dramatiquement la mise à l'abri des personnes à la rue a été l'une des urgences auxquelles il a fallu répondre. La crise a eu un effet loupe sur les fragilités qui existaient dans ce champ social (fragilité des dispositifs d'hébergement et des accueils de jour, limite de la mise à l'abri en urgence notamment dans les hôtels) malgré l'ensemble des moyens déployés sur ces sujets. D'après un responsable de l'action sociale, cette situation semble être le résultat de dispositifs qui se sont empilés au gré de crises successives.



2 413 000

personnes vivant en habitat dégradé

811 000

personnes sans domicile personnel

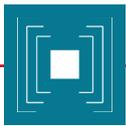
- dont personnes hébergées chez des tiers dans des conditions de logement très difficiles : 643 000
- dont personnes sans domicile : 143 000

Source : Insee, Fondation Abbé Pierre, Ministère des solidarités (2020) - © Observatoire des inégalités

D'autre part, un président d'association caritative a attiré l'attention sur le sort de certaines familles. En effet, si dans l'agglomération tourangelle les familles peuvent généralement être logées, il n'en est pas de même pour celles qui sont déboutées du droit d'asile et qui se retrouvent à la rue à l'instar des personnes sans domicile fixe.

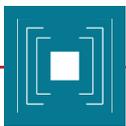
Pour un fonctionnaire responsable de l'action sociale, le confinement a montré qu'il ne faut pas se résigner et qu'il est possible d'agir pour ces publics. Cela a été le fruit d'une coordination renforcée entre plusieurs associations et l'État. Le résultat a été la mise à l'abri d'environ 700 personnes (entre 500 et 600 dans le cadre d'un plan hiver). Les grands exclus habituellement hors des radars et devenus visibles avec le confinement ont été accueillis dans un gymnase. D'autres solutions comme des hôtels ont aussi été mises en œuvre pour d'autres publics, les migrants mineurs non accompagnés par exemple.

La fin du confinement a été l'opportunité de travailler à la sortie du dispositif d'urgence avec la recherche de solutions individuelles.



Près de **35 000**
places d'hébergement d'urgence supplémentaires
ont été créées pendant le confinement par l'État.

Source : La Croix (29/06/2020)



Crédit photo : Pascal ITO

UN ACCROISSEMENT DE LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE

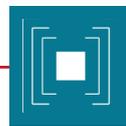
« La crise a révélé des gens qui sont au bord... des gens qui tout en étant logés sont dans une pauvreté importante et ont besoin d'avoir une aide. »

Un responsable d'association caritative

La difficulté d'une partie de la population toujours plus grande à se nourrir a été mise en exergue par la période de confinement. Comme nous l'a dit un responsable d'association caritative, l'accès à l'alimentation était déjà un problème avant la crise. Pendant le confinement les associations travaillant dans ce domaine ont vu affluer de plus en plus de personnes demandant de l'aide dont beaucoup pour la première fois. Parmi les facteurs à l'origine de cette croissance de la précarité alimentaire, les interviewés ont cité la mise au chômage partiel de nombreux salariés et la fermeture des cantines qui palliaient aux revenus insuffisants de certains parents. À titre d'exemple, les Restos du cœur de Touraine ont vu leur nombre de bénéficiaires augmenter de 20% pendant la période la plus dramatique. Mi-juin c'était encore 30 000 repas qui étaient distribués par semaine dans le département (+6% par rapport à l'année précédente) dont la moitié à Tours.

La crise a aussi révélé et renforcé les carences alimentaires de nombre d'étudiants du fait en particulier de la fermeture des restaurants universitaires et de la disparition des « petits boulots ». D'après un responsable de l'université un millier d'étudiants auraient bénéficié d'une aide alimentaire.

Sans nécessairement basculer dans la précarité, des habitants ont aussi été mis en difficulté au début du confinement par les mouvements de panique qui ont poussé certains à accumuler des réserves. Une habitante témoignait ainsi de la difficulté de faire ses courses car « au début du confinement les premiers prix avaient disparu des magasins ».



5,5 millions de personnes

bénéficient de l'aide alimentaire selon le rapport Bazin-Bocquet publié en 2018 qui précise que leur nombre a plus que doublé par rapport à 2009.

La banque alimentaire de Touraine estime que les besoins ont augmenté de :

25 %

depuis le début de la crise sanitaire

Source : La Croix L'hebdo (04-05/07/2020)

LES PISTES POUR L'ACTION COLLECTIVE

Une des grandes questions à la sortie du confinement était l'ampleur de la crise à venir et les moyens à mettre en œuvre pour y faire face. Quelques exemples d'actions concrètes :

1. Mettre en place un observatoire pérenne des précarités
2. Activer sur la durée des actions de repérage des personnes « invisibles » pour aller vers elles (exemple les nuits de la solidarité)
3. Développer des territoires « zéro chômeurs longue durée »
4. Soutenir la création de lieux d'accueil à taille humaine privilégiant le relationnel à « l'informationnel »
5. Mettre en place des filières de produits locaux, bio et abordables
6. Développer des épiceries sociales multiservices proposant des produits locaux dans les quartiers concentrant les personnes à faibles ressources (ou à proximité), dans les universités
7. Généraliser rapidement la présence de « cybercafés » notamment dans les quartiers concentrant les personnes à faibles ressources et dans les communes rurales, les associer à des espaces de formation



atu.

Agence d'Urbanisme et d'Agglomération de Tours

3 cour - 56, avenue Marcel Dassault, BP 601- 37206 Tours Cedex 3
Tél : 02 47 71 70 70 - Email : atu@atu37.fr - www.atu37.org

mission

37

Ré

Résonance

mission-re.atu37.org

© ATU - Septembre 2020 / Mission Résonance
Cahier n°3 - Enseignement n°2

Directeur de la publication : Jérôme Baratier.
Rédacteur : Béatrice Genty.

Conception graphique et réalisation : Willy Bucheron.

Équipe projet : Émilie Bourdu, Grégoire Bruzulier, Jean-Charles Désiré, Thierry Lasserre, Fanny Maire,
Bénédicte Métais, Aurélie Ravier, Olivier Schampion, Céline Tanguay.

Les droits de reproduction (textes, cartes, graphiques, photographies) sont réservés sous toutes formes.
Photo de couverture : Sigmund provenant de Unsplash.